

Déclaration liminaire FO-DGFIP - CTL du 17 avril 2014

Monsieur le Président,

D'années en années, la situation dans les services se dégrade et malgré les signaux que les organisations syndicales vous adressent, rien de concret n'est fait pour endiguer le mal profond qui détruit progressivement et méthodiquement notre administration et brise chaque jour un peu plus les agents qui souffrent et vous le disent. Le courriel de détresse d'un de nos collègues en début de semaine devrait pousser à la plus grande vigilance mais aussi à l'action. A l'action, car des drames s'annoncent.

Nous notons que vous reconnaissez enfin, et vous l'écrivez dans le document de travail fourni ce jour, relatif au Tableau de bord de veille sociale, et je vous cite : "une dégradation des conditions de fonctionnement dans les services affectés par ces déficits d'emplois non compensés à due concurrence – plusieurs indicateurs chiffrés reflètent une situation plus tendue des personnels – maintien à un haut niveau d'absences pour cause de maladie, ordinaire ou non qui peut s'expliquer, en partie seulement, par le vieillissement des agents ".

Le tableau de bord de veille sociale (TBVS), une fois de plus, pointe la situation dramatique des services. Pour autant, **les représentants FO-DGFIP** ne voient pas venir les mesures concrètes qui permettraient d'améliorer véritablement et durablement la situation des agents et des services, pour redonner un sens à leur travail. Cet outil comme les espaces de dialogue ne vise qu'à exonérer l'administration de ses responsabilités. **Les représentants FO-DGFIP** dénoncent la mise en place d'un baromètre social à la DGFIP, véritable alibi de la direction générale et le dévoiement du TBVS en outil d'aide à la suppression d'emplois.

La seule vraie réponse au mal être des agents, nous la connaissons tous de ce côté de la table, c'est l'arrêt des suppressions d'emplois et pour **FORCE OUVRIERE** l'arrêt immédiat de la démarche stratégique.

D'un point de vue budgétaire, Les années se suivent et, malheureusement, se ressemblent elles aussi. Une baisse continue des crédits de fonctionnement au détriment de la marche normale des services. Vous avez recherché partout où cela était possible, les économies à réaliser, vous cherchez à tout rationaliser, mais au final, rien ne marche correctement. Les délais d'acheminement du courrier s'accroissent, les agents pestent contre le téléphone qui fonctionne de manière plus qu'insuffisante, le matériel de bureau qui permet de travailler au quotidien est de mauvaise qualité et bon nombre de collègues finissent par l'acheter sur leur propres deniers. En fait, les limites des économies sont déjà dépassées et les services n'ont plus les moyens de fonctionner. Par la baisse drastique des crédits et des emplois, la direction générale vous pousse à tout asphyxier, pour justifier des restructurations qui viendraient comme une évidence et pensez vous avec la bénédiction des agents. Le saupoudrage sur les dépenses d'amélioration ne trompe personne et ne fait qu'ajouter au ras le bol général des agents.

Avec l'annonce, en début d'année, de la poursuite des suppressions d'emplois pour 2014, avec 22 suppressions pour le Calvados, le moral des troupes est au plus bas et les chiffres mettent en évidence les conséquences de la politique désastreuse menée dans notre ministère.

A titre d'exemples, le nombre d'articles imposables s'accroît, conséquence de la suppression de la case "E". Les restes à recouvrer tant pour les professionnels que pour les particuliers sont en augmentation très nette ce qui témoigne d'une paupérisation grandissante. Dans le secteur public local le montant total des restes à recouvrer repart à la hausse alors que le montant des paiements automatisés augmente.

Pour autant, la politique d'objectifs se poursuit, alors que les agents, plus que d'objectifs ont besoin de soutien. Soutien quand la réglementation en matière fiscale et dans le domaine des collectivités locales est en perpétuel changement et se complexifie en permanence. Les postes comptables et les services ont besoin d'appui, de fiches techniques pour leur permettre d'appréhender toutes les modifications. Ils attendent des services de direction, des auditeurs, l'aide dont ils ont tant besoin plus que de contrôles ou d'audits. Partout, les agents nous disent qu'ils ne font que réagir dans l'urgence sans pouvoir prendre le recul nécessaire pour appréhender la réglementation, sans pouvoir aller plus au fond des choses avec les risques d'erreurs inhérents qui peuvent avoir des conséquences notamment pour les comptables qui sont responsables personnellement et pécuniairement.

Comme les années précédentes, tout est "cadré" par des décisions strictement politiques. Il ne faut pas compter sur **FORCE OUVRIERE** pour entériner une nouvelle pénurie et accompagner les restructurations que vous préparez.

L'austérité en matière budgétaire et en matière d'effectifs porte atteinte au devenir des missions de service public dans notre département ! !

Vous présentez ce jour le rapport d'activité de nos services dans lequel vous saluez la réussite et l'investissement des agents du département qui ont permis d'atteindre un niveau très satisfaisant de performances, mais vous ne dites pas au prix de quelles souffrances !

Les représentants FO-DGFiP ne sont pas naïfs et les agents non plus. Ils attendent au-delà des mots la juste reconnaissance de leur travail. A la DGFiP, déjà à l'os, la décrue des effectifs et le manque de moyens combinés vont rendre de plus en plus difficile voire impossible la réalisation des missions de service public. L'annonce du gel du point d'indice jusqu'en 2017, nouvelle insulte à l'égard des fonctionnaires est par ailleurs inacceptable, cela ferait huit ans de perte programmée du pouvoir d'achat.

Seule petite lueur dans ce contexte bien morose, le retour à l'ordre du jour d'un complément aux ponts naturels et la proposition d'ajout du pont de l'ascension. Nous constatons que l'obstination des **représentants FO-DGFiP** a payé. Ils constatent avec satisfaction que le sondage qu'ils avaient pratiqué auprès des collègues n'était pas inutile et reflétait la réalité du terrain, à savoir un attachement des agents aux ponts naturels. Les agents vous remercient, car bien évidemment, nous avons communiqué très tôt sur ce point de l'ordre du jour ce qui a permis de fluidifier les calendriers de congés. La minorité silencieuse a été entendue.

Comme **FORCE OUVRIERE** l'a affirmé à différentes reprises, l'austérité est triplement suicidaire : socialement, économiquement et démocratiquement.



***LE 4 DECEMBRE 2014, VOTEZ POUR LE SEUL SYNDICAT LIBRE ET INDEPENDANT,
VOTEZ FORCE OUVRIERE !***

fo.drifip14@dgfip.finances.gouv.fr

Permanence FO : 02.31.38.34.61

JE-NOUS-TOUS FO!